



Association des religieuses  
pour les droits des femmes

# Reli- femmes

## DANS CE NUMÉRO

Selon la perspective adoptée à l'assemblée générale 2012 de l'Association, la condition économique des femmes s'était dégagée comme l'un des axes majeurs de l'impérative recherche de l'égalité. Dans le dossier du présent numéro, Ruth Rose traite cet enjeu en examinant spécifiquement comment les politiques néolibérales affectent les conditions de travail des femmes. Elle aborde successivement les angles de la marchandisation des services de proximité, de la pression à la baisse sur la rémunération et de l'érosion des programmes de sécurité du revenu. Ce qui conduit à la conclusion suivante: la discrimination systémique perdure et les femmes en demeurent l'éternel sujet.

On comprendra la juste indignation des femmes provoquée par l'injustice sociale. Elles en ont marre de payer le prix d'un système qui provoque l'angoisse existentielle évoquée dans l'À propos.

Ainsi se trouve justifié encore et encore le mouvement désormais permanent de la Marche mondiale des femmes, promu à la une, qui oppose aux forces opprimantes du capitalisme néolibéral la résistance et les solutions alternatives proposées par les femmes.

La rédaction

## EN MOUVEMENT

### « SE TENIR LA MAIN! »

À la question: que devient la Marche mondiale des femmes (MMF) depuis notre action commune de 2010, le mot d'ordre des *24 heures d'action féministe à travers le monde* du 10 décembre 2012, «*Se tenir la main*», signifie bien que la marche continue. Elle se veut de plus en plus une chaîne réelle de solidarité internationale inscrite dans un mouvement permanent. À cet effet, il a été décidé qu'une action mondiale soit initiée annuellement en lien avec la conjoncture, d'où les *24 heures d'action féministe*.

Dans le contexte actuel, la MMF lance un cri d'alarme pour tout ce qui regarde la marchandisation de la vie et de la nature ainsi que la criminalisation des luttes sociales. Les milieux de vie sont devenus des «champs de bataille» qu'il s'agisse de la terre, de la nature, de l'éducation, de la santé, du corps des femmes utilisé comme premier champ d'exploitation sur le plan sexuel ou comme force de travail.

Concrètement, deux enjeux majeurs sollicitent notre mobilisation: le problème de la souveraineté alimentaire et l'ampleur des effets dévastateurs produits

par les compagnies minières à travers le monde: déplacement des populations, contamination de l'eau, etc. Et «ces minières canadiennes qui minent le droit des femmes», selon Alexa Conradi, agissent de la même manière au Québec. Pensons au Plan Nord développé sans



Illustration: Rouleau-Paquin design communication

normes obligatoires de protection des droits humains, économiques et environnementaux, des droits des Premières Nations et des nôtres.

Au nom de son combat pour que les femmes vivent une vie sans violence, la MMF appelle à des actions de résistance et à des solutions alternatives en vue de la construction d'un monde d'égalité, de liberté, de justice, de solidarité et de paix.

Marie-Paule Lebel, SA



**RELI-FEMMES,  
Bulletin de l'ARDF  
N° 77 - FÉVRIER 2013**

Édité trois fois l'an par  
l'Association des religieuses  
pour les droits des femmes.

**Le but de l'Association est  
de travailler, dans une  
perspective évangélique  
et selon les charismes  
des divers instituts,  
à la promotion des femmes  
- religieuses et/ou laïques-  
dans l'Église et dans  
la société.**

Équipe de rédaction:  
Céline Beaulieu, CND,  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Céline Dubé, CND,  
Camilla Martin, NDA,  
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières:  
Les membres  
de l'Équipe de coordination,  
Léona Deschamps, RSR,  
Jeanne Gareau, SSA,  
Réjeanne Dubé, NDA,  
Fernande Themens.

Infographie:  
Nathalie Tassé

Conception graphique:  
René St-Amand

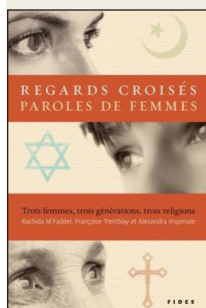
Impression:  
Groupe Laurier

Expédition:  
Suzanne Bolduc, FSP  
et des bénévoles, secrétariat  
de l'ASMDM

Abonnement  
(taxes incluses)  
Canada: 12\$  
Étranger: 15\$

Reproduction permise  
sous réserve d'en  
mentionner la source.

Correspondance:  
Louise Bégin, CND  
1880, rue Sicard, app. 3  
Montréal (Québec) H1V 2X8  
Tel.: 514 252-9072  
louisebegin2@videotron.ca



Rachida M'Faddel,  
Françoise Tremblay  
et Alexandra Imperiale,  
*Regards croisés, paroles  
de femmes: trois femmes,  
trois générations, trois  
religions.* Québec, Fides  
2012, 340 p.

Après avoir suivi le débat sur les accommodements raisonnables lors de la Commission Bouchard-Taylor en 2007, Alexandra, Françoise et Rachida projettent l'écriture d'un essai pour aller au-delà des clichés et des stéréotypes qui stigmatisent le vivre ensemble au Québec. De plus, par cet essai, elles souhaitent apporter des réponses aux questions relatives à l'accueil des femmes et des hommes de différentes religions qui quittent leur pays pour venir s'installer en terre québécoise.

Les trois parties du premier chapitre nous convient à la rencontre de ces trois femmes qui racontent leurs parcours depuis l'enfance, en le parsemant de souvenirs intimes et de réflexions d'actualité. Alexandra Imperiale, née à Montréal d'une mère hongroise et d'un père italien, se révèle dans la première partie. Actuellement étudiante à l'Université McGill pour devenir orthophoniste et fiancée à un jeune homme de religion musulmane, elle souligne divers éléments de ses origines familiales, de ses études dans un contexte multiculturaliste, de son cheminement dans le judaïsme, ainsi que de ses voyages en Israël et au Maroc. Elle dénonce les méfaits de l'antisémitisme et du conflit israélo-palestinien. En deuxième partie, se présente Françoise Tremblay, soixante-huit ans, née au Saguenay dans une grande famille attachée aux valeurs chrétiennes. Avec simplicité, elle rappelle ses jeunes années marquées par la discrimination envers les filles, l'influence outrancière de l'Église et de la religion, sans négliger une profonde reconnaissance envers ses parents. Des amies, des Québécoises exemplaires, le soutien de son époux et de ses enfants ont marqué sa réalisation comme femme. À grands traits, elle décrit son passage de la dépression à la réhabilitation menant à la

réalisation d'un rêve de jeunesse: des études en philosophie et en théologie. En troisième partie, toujours fière d'être musulmane, Rachida M'Faddel, quarante-huit ans, née au Maroc, se fait connaître en relatant des situations familiales surtout après l'immigration de la famille en France, vers 1965. Ayant épousé Mohammed, un homme exemplaire, elle relate ses 17 ans de mélancolie vécus au Maroc s'y sentant apatride et rêvant du Québec. Depuis onze ans, elle habite Montréal avec son mari et ses trois enfants, travaille comme inspectrice au gouvernement québécois et exerce son bénévolat auprès de nouveaux arrivants. Elle dénonce le conflit entre la Palestine et Israël, mais apprécie la visibilité croissante des femmes marocaines et loue le courage de certaines Québécoises.

Tout le second chapitre offre l'illustration d'un dialogue inter-religieux fructueux entre les trois femmes que la croyance en un même Dieu a rapprochées. Un dialogue où, avec sincérité, elles ont risqué le croisement de leurs expériences, de leurs découvertes, de leurs révoltes et de leurs interrogations. Dans un premier temps, leurs différences se rencontrent par le partage commun de leur amour pour l'art, la littérature, la cuisine et la musique ainsi que leur grande fierté de vivre au Québec en français même si l'immigration fait devenir celui-ci multiculturel, voire interculturel.

L'épilogue s'avère une remontée significative de l'expérience vécue. Chacune y exprime sa fierté de vivre au Québec, son bonheur surtout d'avoir vécu un dialogue à propos d'un parcours identitaire, culturel et religieux qui éveille ou suscite des rencontres interculturelles et inter-religieuses fécondes en vue d'un meilleur vivre ensemble au Québec.

«Regards croisés, paroles de femmes», un essai à lire afin de s'investir du courage nécessaire pour s'insurger contre l'intolérance, les préjugés, la peur de la différence, la subordination des femmes et l'injustice sous toutes ses formes.

Léona Deschamps, RSR

# L'indignation, un signe des temps

**O**n soupçonnait depuis longtemps que la logique du capitalisme financier a quelque chose de dément... Malgré leur caractère abstrait, les chiffres dont parlent les économistes renvoient à diverses formes de souffrance.

## Le mouvement des indignés

Les gens se sentent floués, perdent confiance en leurs élites et en la capacité même du système économique à réguler pour le mieux le cours de la vie. Ainsi, dans un grand mouvement d'indignation, des milliers de citoyennes et citoyens à travers le monde se sont levés pour exprimer leur colère contre ce qu'ils jugeaient moralement blâmable.

En contexte canadien et québécois, une force souterraine a surgi de nos lieux d'inconfort et nous a rappelé dans notre chair notre commune humanité, ce lien vital qui nous unit aux autres. Les jeunes ont ouvert des portes à l'espérance, le mouvement des indignés des centres-villes a laissé entrevoir un horizon de sens et, dans notre Église, la crise à Développement et Paix nous a provoqués à une nouvelle lecture de la Loi qui rappelle que la gloire de Yahvé n'est plus dans le Temple, mais dans les humains.

## Indignation des femmes

Le système capitaliste et patriarcal impose, pour se supporter, des mesures d'austérité

qui obligent une majorité de la population à payer pour une crise qu'elle n'a pas provoqué. Les femmes en particulier en paient le prix à cause de leur statut social, des secteurs d'activités dans lesquels elles travaillent, des responsabilités parentales qu'elles assument et des politiques sociales établies. La diminution du niveau de vie, c'est aussi la dévalorisation, la honte, la culpabilité, l'anxiété, l'isolement. Puis, il y a pour certaines, la peur de tout perdre, de connaître la faim, le froid, la maladie. C'est l'injustice sociale qui prend aux tripes et l'angoisse existentielle d'être laissées pour compte.

Face aux mesures qui soutiennent le poids de l'idéologie capitaliste et patriarcale, l'ARDF, avec d'autres groupes de femmes, a dénoncé l'augmentation des tarifs d'électricité qu'Hydro-Québec réclame à compter de janvier 2013 afin de rentabiliser ses investissements à l'étranger. Elle s'est élevée contre l'imposition de la taxe santé qui porte atteinte aux revenus des femmes de la classe moyenne. Elle a demandé que les pensions alimentaires pour enfants ne soient plus considérées comme un revenu pour les femmes monoparentales. Les voix continuent de s'élever pour réclamer une révision du pacte social et fiscal et contester la tarification et la privatisation des services publics. Le dépôt du budget Marceau nous a déçues car, en dépit de la situation financière de la province, le présent gouvernement a préféré la réduction rapide de la dette.

## S'indigner de quoi, encore?

Et que dire de l'impact des coûts du logement, de l'alimentation, du transport sur la vie des femmes en général et particulièrement sur la vie des aînées, des femmes immigrantes, des travailleuses domestiques? Reconnaître l'apport de ces femmes dans la société est majeur et contrer l'image négative accolée aux personnes âgées et aux femmes immigrantes est un enjeu social. Le sort des travailleuses étrangères temporaires qui n'ont le droit ni de s'installer, ni d'amener leur famille, ni de bénéficier d'un véritable accès aux programmes sociaux soulève notre indignation.

## Retrouver le courage de l'indignation

Les indignés ont décidé de se définir par leur liberté de s'engager dans le monde et d'agir sur lui. Bernard Émond, lui, écrit: « Nous avons besoin de la communion d'hommes et de femmes de bonne volonté qui compte des saints, des hérétiques, des incroyants non pas pour qu'ils interviennent par des miracles dans le désordre du monde, mais plutôt pour que leur exemple nous rappelle ce dont les êtres humains peuvent être capables lorsqu'ils s'engagent entièrement. »

# Le travail des femmes et les politiques néolibérales



Ruth Rose  
professeure associée, UQAM

Les femmes ont toujours eu, par rapport à la production économique, un rapport différent de celui des hommes. Sans retracer toutes les dimensions historiques et anthropologiques de leur rôle social, convenons que, dans nos sociétés modernes, est encore impartie principalement aux femmes le travail de soins et d'éducation des enfants, mais aussi celui d'entretenir le foyer et d'offrir des services ménagers aux hommes. Les politiques néolibérales affectent le travail des femmes qui assurent en priorité les services de proximité d'au moins trois façons lesquelles sont présentées dans ce dossier : transfert vers le secteur marchand ; rémunération et conditions de travail ; érosion des programmes de sécurité de revenu.

## Transfert vers le secteur marchand des services de proximité

Au cours des dernières décennies, une certaine partie du travail non rémunéré a été transférée à la sphère marchande, notamment les services de garde à l'enfance. En 2011, le taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans était de 74,4 % et celui des femmes âgées de 25-54 ans de 84,0 %. Plus récemment, en plus des services de garde, il y a eu un certain développement de services de soins à domicile pour les personnes âgées, malades ou ayant des incapacités. Néanmoins, encore aujourd'hui, la grande majorité de ces soins, au moins 80 % d'après les meilleures estimations, est offerte par des proches, principalement des femmes. Celles-ci doivent ou bien essayer de concilier ce travail avec un emploi ou bien quitter leur emploi. Le virage ambulatoire, en vidant les

hôpitaux, a plutôt accru les besoins de soins à domicile. Chaque année, le gouvernement annonce son intention d'accroître la disponibilité des soins à domicile mais l'argent requis n'est pas au rendez-vous. À plusieurs reprises, sous des gouvernements libéral ou péquiste, l'accroissement des soins à domicile a été financé en réduisant le nombre de places dans les centres hospitaliers publics de soins de longue durée.<sup>1</sup>

À l'aide d'un mythe voulant que le privé soit plus efficace que le public, le milieu patronal livre une lutte acharnée pour réduire la taille du secteur public au profit de la privatisation des soins médicaux et personnels, des résidences pour personnes âgées et même des services de garde. Cet enjeu vise surtout l'expansion des domaines propices à l'exploitation par l'entreprise privée, mais aussi une réduction des impôts que doivent payer les entreprises et les contribuables bien nantis. Au cours des dernières décennies, la réduction de la progressivité des régimes fiscaux au Canada et ailleurs au monde a eu pour effet d'accroître les inégalités sociales.

## Pression à la baisse sur la rémunération et les conditions de travail

Ce sont surtout des femmes qui œuvrent dans les services de proximité privés comme la garde à la petite enfance, les résidences pour personnes âgées ou les soins à domicile, reprenant ainsi leur rôle traditionnel mais dans le marché. Dans les hôpitaux et les écoles du secteur public, ainsi que dans les garderies au Québec - mais pas nécessairement ailleurs - la syndicalisation et les luttes

pour l'équité salariale ont corrigé une grande partie de la sous-rémunération des emplois typiquement féminins.

L'État concourt à l'érosion des salaires des femmes en transférant certains emplois vers le privé. Par exemple, l'application de l'équité salariale dans le secteur public de la santé a donné une augmentation de presque 11 % aux auxiliaires familiales et d'environ 6 % aux préposés aux bénéficiaires. Par la suite, le Ministre de la Santé a annoncé que les CSSS n'embaucheraient plus d'auxiliaires familiales pour offrir des soins à domicile. Désormais, leurs tâches seraient confiées sous contrat à des agences privées. Notons également que, surtout dans la grande région de Montréal, ce sont en grande partie des immigrantes récentes et des membres des minorités visibles qui exercent ce métier à rabais.

De façon générale, les politiques néolibérales depuis presque quarante ans ont exacerbé les inégalités de revenu et érodé la situation de la classe moyenne. Actuellement, ce sont surtout les emplois manufacturiers qui sont transférés vers des régions à bas salaire. Entre 1991 et 2011, l'emploi manufacturier au Québec a diminué de 16 %, mais, dans les usines de textiles et de vêtements où les femmes prédominent, le déclin a été de l'ordre de 75 % alors qu'en termes réels (c'est-à-dire corrigés pour l'inflation), les salaires n'ont pas changé. Dans le domaine de l'assistance sociale – garderies, services individuels et familiaux, services communautaires d'alimentation et services de réadaptation professionnelle –, l'emploi a doublé en 20 ans, mais le salaire moyen a diminué de 6,2 %.<sup>2</sup>

### Érosion des programmes de sécurité du revenu

Au cours des dernières décennies, à l'exception des prestations pour enfants, les programmes de sécurité du revenu ont subi coupe après coupe. Par exemple, la

valeur de la prestation de base de l'aide sociale a subi une diminution d'environ un tiers au cours des deux dernières décennies. Heureusement, les femmes ont réduit leur dépendance à l'égard de ce programme et l'augmentation des prestations pour enfants offertes par les gouvernements fédéral et provincial a adouci l'impact pour les familles monoparentales.

Quant à l'assurance-emploi, en plus des réductions généralisées au niveau du montant de prestations et du resserrement des critères d'admissibilité, la réforme de 1997 a été particulièrement néfaste pour les femmes. Désormais l'admissibilité et la durée des prestations sont basées sur les heures de travail, alors que le montant de la prestation est basé sur le salaire hebdomadaire. C'est nettement discriminatoire à l'égard des femmes qui travaillent moins d'heures en moyenne que les hommes, même quand elles sont à temps plein. En pourcentage du nombre de chômeurs, 10 % moins de femmes que d'hommes reçoivent des prestations de l'assurance-emploi.

À la retraite, le revenu des femmes de 65 ans et plus représentait 65 % celui des hommes en 2009. Ayant gagné moins pendant toute leur vie en raison de leurs responsabilités familiales et de la discrimination qui en découle sur le marché du travail, les femmes n'ont pas pu épargner autant que les hommes. Le RRQ/RPC tient compte en partie du parcours de vie des femmes, notamment par les rentes de conjoint survivant et par le droit d'exclure les années à faibles gains quand les femmes avaient la charge d'enfants de moins de 7 ans. Les coupes effectuées en 1997-1998 et en 2011 les affectent particulièrement. La décision du gouvernement fédéral de hausser l'âge d'admissibilité à la Pension de la sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti de 65 à 67 ans en 2023 aura pour effet de renvoyer un grand nombre de personnes à l'aide sociale ou

de les amener à se servir de leurs épargnes, les appauvrissant davantage pour le reste de leur vie.

La solution de Régimes volontaires d'épargne retraite (RVER), préconisée par les gouvernements successifs au Québec ne couvrira pas deux millions de personnes, principalement des femmes, qui ne pourront toujours pas épargner autant que les hommes. De plus, dans le cas des REER et les RVER, les institutions financières accaparent jusqu'au tiers des épargnes, comparativement à une amélioration du RRQ qui reste de loin la meilleure option.

### En conclusion : les femmes et les services de proximité

Étant donné les politiques néolibérales, les femmes sont non seulement les principales travailleuses des services de proximité dans les secteurs publics et privés, mais elles constituent aussi la majorité des consommateurs/consommatrices en tant que mères de famille et aussi à cause de leur plus grande longévité. La privatisation des services de santé et le développement d'un double système à qualité différenciée aura pour effet d'en priver un certain nombre des soins dont elles ou leurs enfants ont besoin. Dans la mesure où les services seront désormais tarifés, plusieurs ne seront pas capables de se les acheter, subissant alors de longues files d'attente, entre autres pour le traitement du cancer. Finalement, lorsque des services abordables ne sont pas disponibles, ce sont surtout les femmes qui doivent prendre la relève par leur travail non rémunéré. Ainsi perdue la discrimination systémique dont les femmes demeurent l'éternel sujet.

1. Jeanne Corriveau, « CHSLD : Québec fait fausse route, dit un rapport d'usagers », *Le Devoir*, 4 décembre, 2012, p. A1.

2. Statistique Canada, Tableaux CANSIM 281-0030 et 281-0024, tirés de l'Enquête sur l'Emploi, la rémunération et les heures du travail (EERH).

## De Montréal

Pour les Sœurs de la région de Montréal, la formation du 17 novembre se voulait une sensibilisation aux conditions de vie des femmes immigrantes victimes de politiques utilitaristes. La personne-ressource, M<sup>me</sup> Farida Ousmani, docteure en sociologie, est elle-même immigrée d'Algérie depuis près de 25 ans. Son approche se veut féministe et intersectorielle.



Montréal, 17 novembre 2012

## De la Mauricie

À l'Assemblée générale de l'ARPF, le 12 mai 2012 une formation a été donnée par M<sup>me</sup> Hélène Tessier, avocate. L'ampleur et la complexité du sujet traité, la laïcité, étaient très grandes. Par la suite, les membres de la région ont poursuivi cette étude à l'aide du volume de Guy Durand, La culture



Rencontre mauricienne

Madame Ousmani a livré un premier exposé sur le portrait des femmes immigrantes et un deuxième sur leur contribution démographique, économique, culturelle et politique. Les deux entretiens ont été entrecoupés de questions et de réactions.

Les remontées des échanges en atelier révèlent les difficultés rencontrées par ces femmes. Les politiques de l'État offrent de l'aide, oui, mais un minimum. L'équivalence des diplômes venus d'ailleurs est très difficile à obtenir, car beaucoup d'ordres professionnels sont des chasses gardées. D'autre part, les personnes immigrantes doivent attendre au moins trois mois avant de recevoir la carte d'assurance-maladie.

Où sont nos lieux de solidarité, d'espoir pour ces femmes? La dynamique sociale se crée par la négociation et le dialogue

entre les arrivantes et les Québécoises de souche. Les centres d'accueil et les organismes communautaires sont des lieux qui favorisent l'intégration. Le partage des valeurs et des ressemblances favorise l'interculturalisme prometteur de cohésion sociale.

*Source: Michelle Beaulieu, CND*

religieuse n'est pas la foi. Identité du Québec et laïcité, aux Éditions des Oliviers, 2011. La réflexion s'est faite à partir des quatre principes de la laïcité, à savoir: le respect de l'égalité morale des personnes, la liberté de conscience et de religion; l'autonomie réciproque de l'Église et de l'État, la neutralité de l'État à l'égard de l'Église et de toute confession religieuse. Guy Durand en fait l'analyse qui ramène à l'essentiel: la laïcité n'est pas une valeur, mais un cadre structurel de nature juridique régissant les rapports entre État et religion. Il convient que la sociologie, l'anthropologie et l'éthique sont des dimensions de la personne liées au juridique et au politique. Même si ses considérations débouchent naturellement sur une laïcité ouverte et nécessaire, il lui faut bien admettre la difficulté de statuer à ce sujet en tenant compte que le Québec possède sa culture et son identité particulières en Amérique du Nord, héritées de notre histoire et portées par un projet de société.

*Source: Lorraine Gobeil, SASV*

## De Chicoutimi

À l'initiative du comité de l'ARDF-Saguenay-Lac-St-Jean, une session d'information-sensibilisation a eu lieu le 23 octobre dernier sous le thème : « Les services publics : qu'est-ce que c'est? Ça fait quoi dans la vie? »

Une vingtaine de religieuses de différentes communautés ont répondu à l'invitation. Madame Brigitte Claveau, présidente régionale du syndicat de la fonction publique (SFPQ), animait la rencontre. Traçant un portrait des services publics dans l'ensemble de la région, sa communication, a surtout fait connaître à l'aide d'un DVD, l'histoire des services publics, leur développement au Québec, les enjeux dans le contexte de désengagement de l'État depuis dix ans et les luttes actuelles contre la hausse des tarifs dans les services publics. Cette formation a été grandement appréciée. De plus, Françoise Gagnon a accepté de redonner cette session dans sa communauté, le 9 novembre, à près de soixante de ses compagnes.

Tout cela a fait comprendre aux participantes pourquoi les impôts sont plus élevés au Québec que dans les autres provinces, pourquoi aussi nous revendiquons d'être une nation et pourquoi, à la demande du peuple représenté par le Gouvernement, des ministères spécifiques au Québec ont été créés : immigration, relations internationales et langue française.



Madame Brigitte Claveau

Source : Françoise Gagnon, NDBC

## De Québec

Comme chaque année, au début de décembre, l'AFÉAS de la grande région de Québec a tenu l'opération « Tendre la main ». À l'Hôtel de ville, les membres du mouvement et des représentantes de groupes qui luttent contre la violence faite aux femmes ont d'abord rappelé la mémoire des 28 femmes tuées par leur conjoint au cours de la dernière année, au Québec. Des rubans blancs ont été déposés dans un arbre de Noël qui a aussi été décoré de mains représentant les ressources du milieu et d'une guirlande illustrant la solidarité envers les femmes et les enfants violentés.

Par la suite, M<sup>me</sup> Maria Mourani, députée d'Ahuntsic à Ottawa, a présenté le projet de loi C-452 sur la traite des personnes, qu'elle a élaboré et déposé à la Chambre des Communes. En bref, ce projet de loi vise à colmater les brèches de la législation actuelle qui ne permet pas de lutter efficacement contre la prostitution et la traite



Lors opération « Tendre la main »

des personnes. Maria Mourani fait appel à tous les groupes pour intervenir auprès des députés fédéraux afin qu'ils votent pour cette loi qui sera étudiée en 2013, à la reprise des travaux parlementaires (voir le site [www.mariamourani.org](http://www.mariamourani.org))

Pour l'ARDF, c'est l'occasion d'appuyer cette cause, en solidarité avec d'autres femmes, afin d'éradiquer ces fléaux.

Source : Louise Turmel RJM

## De l'Estrie

Parmi les diverses communications que les membres du Réseau de l'Estrie ont reçues et auxquelles certaines ont pu répondre, il y en a une particulièrement qui nous a paru aller tout à fait dans notre ligne d'action pour 2012-2013. C'est une rencontre avec le Centre des femmes de Magog qui fut une très heureuse sensibilisation par rapport aux nombreuses personnes qui y sont engagées dans divers organismes communautaires venant en aide aux femmes qui vivent toutes sortes de situations très difficiles dans leur quotidien. Une prise de conscience qui a aussi interpellé les membres et les a incitées à garder des liens avec d'autres organismes locaux qui veulent se donner la main afin d'apporter soutien, réconfort et compréhension à toutes nos sœurs les femmes.

Source : Denise Roy, PSSF

## Un arbre et ses fruits

Un vent de fête souffle sur l'année 2011 qui marque les 25 années d'existence de l'Association des religieuses pour les droits des femmes (ARDF). Fête anticipée. Fête célébrée. Fête répercutée dans les dix régions et les 39 congrégations religieuses du territoire.

À Loretteville, le 14 mai, l'heure est au bilan et à la prospective. Trois témoins récapitulent en autant de chapitres l'histoire de notre formation alors que, d'un exercice ingénieux, surgit l'arbre de l'ARDF déployé sous la direction de Louise Lafortune, du Carrefour de participation, de ressourcement et de formation (CPRF).

En soirée, l'arbre devient combustible à l'intérieur de la célébration « De marche en marche... comme un feu dévorant... » Femme-Flamme reçoit le bois de chaque région dans une célébration riche en symboles.

Puis, ô surprise! L'équipe de coordination dévoile un logo, de facture moderne, dont les différents éléments présentent une image renouvelée de l'Association. En novembre, ce graphisme ajoute une note à la première édition couleur du bulletin *Reli-femmes*, une véritable réussite.

De l'assemblée générale des 13 et 15 mai, notons quelques résolutions. Le plan d'action 2011-2012 prolonge et actualise celui de 2011-2012. La valeur solidarité, toujours présente, se concrétise par le support monétaire à quelques groupes, l'appui à de nombreuses revendications et la prise de position sur des sujets d'actualité.

Jeanne Gareau, SSA

Réjeanne Dubé, NDA  
et Fernande Themens

## Hommage aux femmes politiques québécoises

Le 5 décembre 2012, les membres de l'Assemblée nationale ont inauguré un monument en hommage aux femmes en politique. L'œuvre du sculpteur Jules Lasalle met en lumière la contribution de quatre pionnières qui ont tracé la voie pour les politiciennes d'aujourd'hui. Idola

Saint-Jean, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie et Thérèse Casgrain ont toutes trois milité pour le droit de vote des femmes. Marie-Claire Kirkland a été, pour sa part, la première femme élue au Parlement de Québec. L'inauguration du monument devant l'Assemblée nationale concordait avec le cinquantième anniversaire de sa nomination.



Devant l'Assemblée nationale

## Défricheuse et femme libre

De la communauté religieuse au mariage, des dépotoirs de Recife au mail de Saint-Roch, à Québec, des Fraternités du Serviteur souffrant à la Fraternité de l'Épi, le long parcours de solidarité radicale avec les exclus, le long parcours de Laurette Lepage, 89 ans, s'est achevé le jour de la Pentecôte 2012.

## Une artiste qui dénonce l'excision

De son vrai nom Inna Bocoum, Inna Modja est née le 19 mai 1984 à Bamako au Mali d'une famille peule de sept enfants. À 16 ans, elle commence à écrire et composer ses propres chansons. Elle obtient le titre de Révélation Francophone de l'année en 2011. Inna Modja mise sur la communication pour sensibiliser, faire connaître et aider les jeunes filles d'Afrique victimes de la pratique de l'excision.

## Un héritage qui traverse le temps

Elizabeth Fry, motivée par la lecture des Évangiles, s'intéressa dès son adolescence aux pauvres, aux malades et aux prisonniers. Elle devint, en 1817, membre-clé d'une organisation aidant les prisonnières et leurs enfants. Aujourd'hui, La Société Elizabeth Fry du Québec est un organisme communautaire ayant comme mission de venir en aide aux femmes qui, un jour, doivent faire face à la justice pénale et qui sont déterminées à s'en sortir bien qu'incapables d'y parvenir seules.